

Pas de chèque en blanc aux banques

Crise. L'inquiétude grandit, en France comme ailleurs, en même temps que les soubresauts de la crise financière s'accroissent. Pour Frédéric Boccara, économiste et membre du Conseil national du PCF, l'utilisation du crédit est au cœur du problème... et des solutions.

La Terre : La crise financière va-t-elle se calmer, ou doit-on au contraire s'attendre à une réaction en chaîne ?

Frédéric Boccara : Les déclarations officielles sous-estiment la situation réelle des banques, et les conséquences sur le réel. Le 29 septembre on nous disait « pas de problème pour les banques françaises », et le soir même on nationalisait Dexia ! Tout est lié. Les placements des banques françaises aux États-Unis, via leurs filiales, leur mettent un pied dans le sable. Et quand on a un pied dans le sable, tout le corps est déséquilibré. D'autant qu'elles comptaient sur l'argent engrangé aux États-Unis pour alimenter le reste de leur activité.

On nous dit : « C'est la faute du capitalisme financier... »

Le cœur du problème, ce n'est pas que la finance soit déconnectée du réel. Les *subprime*, à la base, c'est une prise en compte des - énormes ! - besoins de logement de la population ; mais c'est une façon « ultra-financière » de les prendre en compte. On ouvre à fond le robinet du crédit en faisant mine de s'assurer d'une pseudo-solvabilité des emprunteurs ; mais ça ne marche pas parce qu'en réalité, il n'y a pas eu création de richesses : au contraire, il y a eu bas salaires, chômage... et au final une insolvabilité généralisée. Le crédit n'est qu'une anticipation sur la richesse créée. Donc ça marche seulement s'il y a création de richesses, de valeur ajoutée. Voilà deux ans que dans la revue économique du PCF, *Economie & politique*, nous avons montré qu'il y avait croissance du crédit sans croissance de la valeur ajoutée. Et ce ne sont pas seulement les Américains. En Europe, on a fait crédit aux multinationales pour qu'elles délocalisent ou pour faire des placements aux États-Unis : donc beaucoup de création monétaire pour peu de valeur ajoutée - surtout en Europe. L'Europe est au cœur du problème, peut-être même encore plus que les États-Unis, car eux ont profité de la finance pour développer leur

potentiel de croissance, leurs capacités de recherche, de production industrielle et de services.

La « bulle » financière, c'est donc cette enflure de la finance par rapport à l'économie réelle ?

Le problème, oui, c'est l'excès, pas la déconnexion du réel. Il y a toujours reconnexion, notamment à la fin, dans les crises. C'est comme quelqu'un qui court : il se jette en avant, et il compense ce déséquilibre en continuant à courir. Le cœur du problème, ce n'est donc pas l'opposition entre capitalisme financier et capitalisme entrepreneurial : c'est le monopole de quelques-uns sur l'utilisation de l'argent. Or que disent certains manifestants aux États-Unis, face aux nationalisations destinées à sauver des banques ? « Pas de chèque en blanc pour les banques » ! Donc : on ne veut pas vous donner de l'argent sans savoir ce que vous allez en faire. Ainsi la question de l'argent pour développer les capacités humaines, les territoires, les services publics, les services sociaux, la création de richesses utiles... est au cœur de toute cette affaire.

Quels sont les risques concrets, réels, si la crise s'étend ?

L'extension de la crise à l'économie réelle est devant nous. Les banques vont chercher à se refaire une santé sur les gens. Donc licenciements et restriction du crédit, qui va devenir plus cher et plus difficile d'accès.

Donc moins de financements pour l'économie réelle...

Voilà pourquoi certains parlent de venir en aide aux PME. Mais le crédit, c'est comme un flux qui irrigue toute l'économie : si on le bloque à un endroit, l'asphyxie devient générale. Personne ne peut dire qu'il ne va rien se passer pour le simple épargnant, avec son Livret A par exemple ; mais il y a énormément de mécanismes protecteurs et au pire, on peut se dire que l'État interviendra pour garantir cette épargne. En revanche, l'essentiel de l'ajus-



tement va se faire par des licenciements. Même si nous n'avons pas encore eu, en France, de saisies immobilières par les banques, il y a des gens pour qui la situation se tend : ceux qui ont des prêts-relais, ceux qui vont être en défaut de paiement, et aussi les PME endettées, les paysans... Et les budgets publics vont s'effondrer : déjà aujourd'hui, l'État verse 40 milliards d'euros par an aux banques et aux marchés financiers, au seul titre des intérêts de sa dette. C'est à peu près autant que le budget de l'Éducation nationale ! Ce qu'il faut éviter, c'est qu'on vole au secours des banques, tous unis derrière Sarkozy, au nom de la préservation de l'économie réelle, des entreprises... et qu'on leur permette ainsi de continuer à financer des investissements qui ne créent pas de valeur ajoutée, à accorder des prêts pour détruire l'emploi, pour délocaliser...

Donc verser des milliards pour sauver les banques, ce n'est pas ce qu'il faut faire ?

C'est un problème d'utilisation du crédit : pour le développement des hommes, des territoires, des services publics, ou pour la recherche de rentabilité à tout prix ? On nous dit : moins d'impôts, mais on va nous faire un impôt obligatoire pour renflouer les banques - on a parlé de 3 % du PIB (produit intérieur

« L'EUROPE EST AU CŒUR DU PROBLÈME, PEUT-ÊTRE MÊME ENCORE PLUS QUE LES ÉTATS-UNIS, CAR EUX ONT PROFITÉ DE LA FINANCE POUR DÉVELOPPER LEUR POTENTIEL DE CROISSANCE »

brut) ! En plus ce qu'on nous propose, c'est que les banques prêtent seulement s'il y a solvabilité : mais c'est le pire, c'est prêter aux riches et pas aux autres, alors que le problème c'est la solvabilité de tout le système, et donc développer les capacités des gens à devenir solvables, au lieu de prêter aux riches. Les entreprises elles-mêmes sont pompées par les marchés financiers : la SNCF, par exemple, leur verse chaque année des milliards d'euros.

Comment briser ce monopole sur l'utilisation de l'argent ?

Un exemple : les fonds régionaux pour l'emploi, que nombre de régions ont créés sur l'initiative des communistes. C'est un levier pour amener le système bancaire à financer la croissance et l'emploi, et *in fine* pour ébranler les verrous du crédit au niveau national et européen. L'idée, c'est de baisser la charge financière des banques si elles prêtent pour développer l'emploi, les qualifi-

cations, la valeur ajoutée. Avec 10 millions dans chaque région, comme en Île-de-France, cela représenterait un levier de 200 millions. Ce n'est pas rien : c'est 10 % des investissements de la SNCF pour son réseau principal, ou encore 15 % de l'investissement dans les transports en commun en province. Il faut s'appuyer sur les besoins des gens, les faire s'exprimer, les faire remonter... pour commencer à impulser une autre démocratie - et dans le même temps, poser le problème des mesures internationales, du rôle de la BCE. Dans ce cadre, un pôle financier public serait un levier considérable. Et on peut trouver des convergences internationales là-dessus, à l'image de la Banque du Sud créée par les pays d'Amérique latine. Ce peut être très rassembleur, car les gens ont une obsession : ne pas faire de chèque en blanc aux banques, ne pas faire n'importe quoi avec leur argent. ■

Propos recueillis par Olivier Chartrain